

Démographie

« Entre l'an 1900 et l'an 2000, l'humanité est passée de 1,8 milliard à plus de 6 milliards d'individus, soit un facteur multiplicatif de 3,3.

Désormais, notre espèce violente la dynamique globale de l'environnement terrestre.

Elle augmente sans relâche les ponctions sur les combustibles fossiles. Elle multiplie indéfiniment les polluants chimiques et leurs quantités déversées dans les sols, les eaux et les airs. Elle modifie la composition de l'atmosphère et par là contribue d'ores et déjà au réchauffement climatique global. Elle installe des poisons dans les écosystèmes pour des siècles. Elle a commencé à détruire les espèces végétales et animales avec lesquelles elle a coexisté pendant des millénaires, réduisant dangereusement la biodiversité terrestre. »(Jean-Paul Deleage, *Universalis* 2008).

Même si cela ne résout pas tous les problèmes, il est donc essentiel de stabiliser la population mondiale au niveau le plus bas possible.

Mais la démographie est caractérisée par une forte inertie.

« Ainsi, même si l'objectif de la généralisation de la famille à deux enfants était atteint en Inde au début du XXIème siècle (ce qui supposerait une réduction de plus de la moitié de la fécondité actuelle, peu vraisemblable), il faudrait encore 60 à 80 ans pour parvenir à la croissance zéro, compte tenu de la structure par âge. »

« Dans l'hypothèse des projections publiées par les Nations-Unies en 1997, la Terre compterait 9,4 milliards d'individus en 2050. » La population mondiale serait –elle alors stabilisée à ce niveau ? Ou progresserait-elle jusqu'à 12 milliards au début du XXII ème siècle ?

Sans aller jusqu'à la cruauté de la politique de l'enfant unique, telle que la Chine l'a mise en œuvre (et qui est toujours à l'ordre du jour, même si elle a abandonné les méthodes les plus brutales –avortements ou stérilisations forcées- et si elle n'est plus strictement appliquée que dans les villes *Le Monde*, 17-18 août), **quelles actions volontaristes mener pour stabiliser la population mondiale ?**

Cette problématique va à contre courant de bien des idées reçues. Car même dans nos pays occidentaux, on est facilement porté à dénoncer le malthusianisme, à considérer une faible natalité comme un handicap (dans la compétition entre les pays), à maintenir une fiscalité encourageant la natalité (qui osera remettre en cause le système du quotient familial, comptant une demi-part pour chaque enfant à charge, alors qu'on sait bien que ce système favorise outrageusement les plus riches ?)

Les archaïsmes religieux pèsent encore lourd.

« La généralisation de la limitation volontaire des naissances suppose toujours une information et un accès à la contraception, et une certaine émancipation des femmes en matière de contraception comme dans d'autres domaines, c'est-à-dire un changement parfois très profond des cultures, des structures familiales et communautaires, des rapports d'autorité. »

« Nulle part l'organisation de la société ne concourt autant à encourager la reproduction qu'en Afrique noire ; la pénétration des nouveaux comportements dans les campagnes commence à peine ; le niveau de mortalité, et en particulier de mortalité infantile (95 pour mille), y demeure dramatiquement élevé ; sauf rares exceptions, 1 à 10 % seulement des femmes mariées ont recours à un moyen quelconque de contraception.

Le conservatisme des attitudes en matière de reproduction paraît encore plus profond de l'Asie centrale à l'Afrique du Nord, à l'intérieur d'un monde musulman réticent à toute altération du statut traditionnel de la femme ».

« Le calendrier du déclin de la fécondité n'est pourtant pas sans importance : en 2150, la population de la Terre se réduirait à 4,3 milliards d'individus si la fécondité mondiale descendait à 1,7 enfants par femme dès 2025, mais atteindrait **28 milliards** (!) si la fécondité s'élevait encore à 2,5 enfants par femme en 2050. »

« Rien n'empêchera la multiplication annoncée du nombre des hommes. Or, une personne sur cinq souffre aujourd'hui de malnutrition, et la capacité qu'a la terre de nourrir beaucoup plus d'hommes que ce que prévoient les hypothèses de perspectives démographiques est toute théorique. »

« Dans cette perspective, **le défi du futur immédiat sera finalement moins de limiter le nombre des hommes, que de réduire les déséquilibres entre populations et modes de développement.** »

(les textes cités sont de Pierre-Jean Thumerelle, *Encyclopaedia Universalis*, supplément 1999).

Bonnes nouvelles

Des femmes du Périgord préfèrent la coopérative d'habitants à la maison de retraite. Des femmes du Périgord, âgées de 55 à 80 ans, ont décidé de construire un lieu de vie autogéré, sous la forme d'une coopérative d'habitants. Le loyer de base de chaque personne s'éleverait de 290 € par mois. Les pionnières périgourdines s'inspirent d'expériences menées en Suisse, au Canada et en Allemagne. Elles sont en relation avec l'association Habicoop, qui veut encourager et fédérer d'autres projets en gestation. (*Le Monde*, 27-28 juillet).

Crise financière

« Le plus grand choc financier depuis la crise de 1929 » : les observateurs n'ont pas de mots assez forts pour souligner la gravité de la crise financière. « Ce ne sont pas seulement les institutions financières américaines qui ont été touchées, mais une bonne partie de celles du monde entier. Et l'économie réelle est atteinte, l'économie américaine et celle de l'Europe sont au bord de la récession ».

Mais pourquoi la crise s'est-elle globalisée ?

La généralisation de la crise financière, ses répercussions sur la pratique spéculative des fonds qui ont réorienté leurs placements vers de nouvelles valeurs refuges comme les matières premières et les céréales, faisant exploser les prix de ces dernières, et la fragilisation du système productif sont imputables au **capitalisme néolibéral** qui a imposé sa **logique implacable** et ses normes à toutes les sphères de la société.

La libre circulation des capitaux, les procédures de titrisation, le développement des marchés à terme portant sur les produits dérivés, les politiques de dérégulation menées par les Etats sur leur territoire national ou bien dans un cadre communautaire comme en Europe et les facilités de crédit accordées au système financier pour participer aux restructurations gigantesques de l'appareil productif mondial, notamment par la technique du leverage buy out (LBO, effet de levier), ont multiplié les secousses financières. Crise mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), crise de la nouvelle économie (2001), crise des subprimes (2007) se sont succédées, une bulle chassant l'autre.

Comment pouvait-il en être autrement puisque la promesse d'enrichissement perpétuel des détenteurs de patrimoine financier était fondée en dernière analyse sur la **détérioration de la condition salariale** : chômage, précarité, déconnexion des salaires par rapport à la productivité du travail, augmentation de la durée du travail, laminage de l'assurance-maladie et des retraites vouées à être confiées à la Bourse.

Et les instruments traditionnels de **régulation** ?

Les banques centrales alimentent les bulles financières en période de surchauffe, et, plus tard, volent au secours des institutions qui ont pris trop de risques. En Europe, la BCE augmente son taux directeur, contribuant ainsi à la surévaluation de l'euro par rapport au dollar, et aux variations erratiques du prix du pétrole, au risque de l'inflation qu'elle prétend combattre et malgré la récession imminente. L'échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce est l'aboutissement de l'incapacité de cette instance, dont le seul critère est la concurrence exacerbée, à réguler sur une base coopérative les rapports entre les Etats.

Un nouveau Bretton Woods est donc indispensable.

La taxation des transactions financières et des revenus financiers est devenue une nécessité impérieuse, non seulement pour rétablir un contrôle des mouvements de capitaux, mais aussi pour financer les biens publics mondiaux.

Mais il est indispensable aussi de **remettre en cause l'actuel partage entre capital et travail** : la part des salaires dans la valeur ajoutée est en effet à un niveau très bas, comme le reconnaissent bien tardivement l'UE et le Fonds monétaire international.

(Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon, membres du Conseil scientifique d'ATTAC, Le Monde, 17 septembre)

La fin du pétrole

Le baril redescendu au-dessous de 100 \$ (96 \$ le 18 septembre).

La guerre qui a opposé Moscou et Tbilissi du 8 au 12 août avait une forte odeur de pétrole et de gaz. Un tiers du pétrole de la Caspienne transite par le territoire de la Géorgie.

L'essentiel du gaz qui fournira l'Europe dans les trente prochaines années viendra de Russie et d'Iran, ces deux pays disposent de 42 % des réserves mondiales. (*Le Monde*, 27 août).

Au Venezuela, on roule gratis. Un litre de carburant coûte exactement dix fois moins qu'un litre d'eau minérale. Un peu plus de 1 € pour 45 litres de super. Comment justifier ce cadeau fait aux automobilistes, donc aux riches et à la classe moyenne, aux dépens des plus humbles, contraints d'emprunter des transports en commun vétustes ? (*Jean-Pierre Langellier, Le Monde, 26 juin*). *Aberrant, en effet !*

France

Augmentez les salaires !

C'est le titre, en une, du numéro juin/juillet/août de l'excellente publication mensuelle « *Démocratie & socialisme* » (85, rue Rambuteau 75001 Paris. Abonnement : 30 € par an).

« Alors que la France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal redistribuées, chaque jour, ce sale régime sarkozyste pousse les feux anti-sociaux tous azimuts. Un seul objectif : augmenter les profits des multinationales, baisser les salaires et la protection sociale », annonce l'éditorial. Et la revue passe en détail, avec les analyses du spécialiste du droit du travail *Gérard Filoche*, les différentes offensives anti-sociales de Tête-à-Claques :

« Certes, le gouvernement n'a pas osé, pas encore frontalement, supprimer la **durée légale du travail**, mais tout son système consiste à permettre les *dérogations* : la loi **Fillon** datée du 4 mai 2004 permettait des dérogations par le bas, en défaveur des salariés, aux lois existantes lorsque celles-ci le permettent. C'est l'*opt-out* à la française. C'est le droit de contourner le droit. C'est ce qu'ils veulent faire pour les 35 heures. Ils dérèglent pour qu'ensuite la durée légale n'ait plus de sens. Si la durée légale était portée à 36 ou 37 heures, les salariés perdraient la majoration de 25 % attribuée à la 36^{ème} ou la 37^{ème} heure. (...) »

« La durée maximale de travail était de 48 heures **en Europe** depuis la directive 93-104 (excepté l'article 18 permettant l'*opt-out* pour les seuls Britanniques) mais **Xavier Bertrand**, en réactionnaire achevé, a signé la mesure de régression sociale la plus importante, la plus brutale, la plus odieuse, depuis 100 ans : il a signé en juin la directive européenne sur le temps de travail pour établir la semaine de **65 heures maxima** en Europe (en expliquant que cela ne s'appliquerait pas en France... *pour le moment !*).

« On retrouve la même inspiration dans la loi **Borloo** qui a déduit du temps de travail le temps de trajet qu'effectue, par exemple, un ouvrier du bâtiment lorsqu'il passe prendre la camionnette et les outils au siège de l'entreprise puis se rend sur le chantier. Ou encore le temps de trajet d'un prof parisien qu'on envoie faire un cours... à Lille !

« Avec la loi Bertrand sur la durée du travail, peuvent dorénavant être signés, par les syndicats, des « accords d'entreprise » qui dérogeront, pour les cadres, aux 35 heures et aux 218 jours de travail qui y correspondaient, en cas d'accord sur des *forfaits jours*. Un nouveau plafond a été fixé à 235 jours par la loi **Bertrand** le 8 juillet, ce qui revient, si une majorité de syndicats signe un tel forfait, à réduire les repos à 130 jours par an (104 jours de repos hebdomadaires + 25 jours de congé et au 1^{er} mai) supprimant l'équivalent de tous les jours fériés.

« Enfin, le gouvernement permet de **déroger à la majoration de 25 % des premières heures supplémentaires**, pour les ramener à 10 %. Les heures supp pourront être plus nombreuses et moins majorées partout où le rapport de force sera moins favorable aux salariés, lorsque les syndicats laisseront faire ou signeront, lorsque les employeurs feront du chantage à l'emploi et à la délocalisation.

« Car **la finalité de toutes ces attaques** contre la durée du travail ne vise pas, en dépit du mensonge gouvernemental, à faire travailler plus, mais à **faire gagner moins**. »

Oui, augmentez les salaires, car de l'argent, il y en a :

« La situation de la France présente quelques singularités inquiétantes. Tout d'abord, la rémunération des présidents des grands groupes et les parachutes dorés dont ils bénéficient. L'écart ne cesse de se creuser entre les salariés et la petite classe de privilégiés, protégés par le pouvoir, dont le nombre et la fortune croissent rapidement. **Nous sommes, à n'en pas douter, dans une période prérévolutionnaire**, au sens de 1789. Les cadres et, de façon plus générales, les classes moyennes, seront demain, comme les bourgeois naguère, les catalyseurs de la révolution ». » Qui dit cela ? Olivier Besancenot ? Non, *Georges Pebereau*, ancien président de la CGE ! (*Le Monde*, 17 septembre).

Tête-à-Claques va-t-il « cantonner des avantages extravagants que rien ne justifie », et « fiscaliser les stock-options des dirigeants d'entreprises cotées », comme l'y invite Georges Pebereau ?

Non. En revanche, il concocte un

Projet de sanctions plus fortes contre les ... chômeurs !

Le texte, qui définit les modalités d'application de la loi votée pendant l'été, prévoit également que le demandeur d'emploi sera tenu d'accepter une offre rémunérée à 95 % de son ancien salaire au bout de trois mois de chômage, et à 85 % au bout de six mois. L'emploi proposé sera en outre jugé « acceptable » au bout d'un an d'inactivité s'il est rémunéré au niveau « du revenu de remplacement ». Il est enfin prévu que le chômeur devra accepter un emploi basé à 30 km au plus, ou bien nécessitant une heure de transport aller-retour maximum, au bout de six mois passés à l'ANPE. (*La Lettre de Pascal*. Pour s'inscrire à cette liste, cliquez sur: mailto:pascal@desmotscratie.net?subject=Inscription_liste_SVP).

Mais tout de même, le RSA... ?

Tête-à-Claques se devait de lancer « un message politique fort » en cette rentrée sociale. Le lancement du revenu de solidarité active (RSA) a été l'occasion d'annoncer le 28 août une taxe de 1,1 % assise sur les revenus du patrimoine et des placements pour le financer.

Pendant plusieurs jours, nous avons eu droit à des commentaires délirants : Sarkozy « prenait aux riches pour donner aux pauvres ».

Certes, la multiplication des taxes, et cette sorte de fatras fiscal qui en découle, est pour le moins étrange dans la panoplie politique d'un ultralibéral qui avait fait campagne contre l'impôt.

Seraient touchés les quelque douze millions de Français qui possèdent une assurance-vie, et les 80 % de nos concitoyens qui possèdent un livret bancaire ou un compte épargne. Les énormes profits réalisés par la spéculation immobilière ne seraient pas visés, ouf ! Et dès le 1^{er} septembre, Christine Lagarde mettait fin à l'insupportable suspense : non, la taxe pour le RSA n'échappera pas au bouclier fiscal. Autrement dit, la nouvelle taxe ne concernera pas les très gros salaires ou les gros revenus du capital. Ouf encore !

La nouvelle taxe, qui sera **supportée par les classes moyennes**, devrait rapporter 1,4 milliard d'euros (à comparer au « paquet fiscal » de quinze milliard d'euros offert en cadeau aux riches). (*Politis*, 4 septembre).

Mais au moins, on pousse ainsi les pauvres, ces fainéants, à travailler ? N'est-ce pas très bien ?

« On laisse croire que c'est en raison d'un calcul financier, d'une carotte insuffisante, que les allocataires de minima sociaux demeurent sans emploi. En fait, le manque de formation, de confiance en soi ou de réseaux relationnels, l'absence de moyens de transport ou de propositions d'emploi, voire la présence d'enfants en bas âge ou un mauvais état de santé sont des obstacles bien plus déterminants.

Le risque est donc que, sous prétexte que le retour à l'emploi est « rentable » pour eux comme pour la société, ils soient poussés impérieusement vers des petits boulots dont on sait qu'ils sont davantage des impasses que des marchepieds. » (*Denis Clerc, Alternatives économiques, septembre*). Les entreprises seront ainsi encouragées « à abuser du temps partiel et d'emplois précaires peu rémunérés » (*Denis Steffert, Politis, 4 septembre*).

On achève bien l'école publique.

Les partisans de l'école privée peuvent se réjouir. La guerre scolaire est presque terminée. Et ils ont gagné.

Le ver était dans le fruit depuis l'accommodement **Debré** de 1959, lorsque l'Etat a permis à l'école privée d'avoir le beurre et l'argent du beurre : le pouvoir de concurrencer l'école publique par la sélection et le soutien financier de l'Etat pour le faire. L'avancée de la démocratisation scolaire a rendu cette concurrence de plus en plus déloyale. Avec des enfants venant de milieux sociaux défavorisés et des classes surchargées, l'école publique s'est mise à ramer. Pour sauver le niveau, il aurait fallu faire baisser le nombre d'élèves par classe. Notamment dans les ZEP. Mais au lieu de concentrer ses moyens au service de l'école publique, l'Etat a gaspillé sa marge de manœuvre en augmentant les crédits alloués à l'école privée. Les vannes sont grandes ouvertes depuis 2004, date à laquelle **les collectivités locales ont obtenu le droit de financer sans limite les établissements privés**.

L'Etat pourrait profiter du tassement de certaines classes d'âge pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, mais il préfère baisser le nombre de professeurs.

Le lobbying en faveur de l'école privée est parvenu à placer des alliés au plus haut niveau des rectorats, de l'Etat et même de l'éducation nationale, grâce à des réseaux comme Enseignement et liberté, Créateurs d'écoles ou SOS Education. .

Conformément à la stratégie définie par Créateurs d'école, dont il fut l'un des membres fondateurs, Xavier Darcos ne veut pas de guerre frontale avec l'école publique. Les grèves ne devraient plus être un problème. Mais de toute façon, le plus dur est fait : la **suppression de 11 000 postes de professeurs dès cette année, 44 000 en 4 ans** si ça continue à ce rythme, l'autonomisation des universités, la multiplication des partenariats privé-public, la déreglementation de la carte scolaire... Tout est passé comme une lettre à la poste.

Dans les cénacles de l'école privée, on prépare déjà la suite : le « chèque éducation », grâce auquel chaque élève recevra directement l'aide de l'Etat pour choisir de s'inscrire dans le privé ou le public. Une idée empruntée au modèle anglo-saxon, qui a fait le beau jour des écoles privées religieuses. **Est-ce bien rassurant pour la cohésion sociale et le vivre ensemble ?** Jusqu'ici, l'école confessionnelle sous contrat donne le sentiment de vouloir privilégier l'enseignement au prosélytisme. Mais les temps changent. L'Eglise, qui confie de plus en plus ses missions éducatives à des courants comme l'Opus Dei ou la Légion du Christ, milite pour accentuer le « caractère propre », c'est-à-dire le caractère catholique, de ses écoles. Les autres religions ne sont pas en

reste. A quoi rime de dénoncer le **repli communautaire**, si par ailleurs on favorise la privatisation et la confessionnalisation de l'enseignement ? (*extraits de l'article de Caroline Fourest, Le Monde, 29 août*).

La machine à abrutir

« Les médias ont su donner des dimensions monstrueuses à l'**universel désir de stupidité** qui sommeille même au fond de l'intellectuel le plus élitiste. Ce phénomène est capable de détruire une société, de rendre dérisoire tout effort politique. A quoi bon s'échiner à réformer l'école et l'Université ? Le travail éducatif est saccagé par la bêtise médiatique, la bouffonnerie érigée en moyen d'expression, le déferlement des valeurs de l'argent, de l'apparence et de l'individualisme étroit diffusées par la publicité, ultime raison d'être des grands groupes médiatiques.

Nous sommes informés sur ce qu'il y a eu à la télévision hier, sur les amours du président, la garde robe ou le dernier disque de la présidente, les accidents de voiture de Britney Spears. La plupart des citoyens ne connaissent ni la loi, ni le fonctionnement de la justice, des institutions, de leurs universités, ni la géographie du monde qui les entoure, ni le passé de leur pays, en dehors de quelques images d'Epinal.

Le plus important, ce sont les gens qui tapent dans des balles ou qui tournent sur des circuits. L'annonce de la non-sélection de Truc ou de Machin, enjeu national, passe en boucle sur France Info. Ça, c'est de l'information. On demande aux joueurs s'ils vont gagner, ils répondent qu'ils vont faire tout leur possible. Ça, c'est de l'information. On interpelle les citoyens dans les embouteillages pour deviner s'ils trouvent ça long. Pendant les canicules pour savoir s'ils trouvent ça chaud. Pendant les vacances pour savoir s'ils sont contents d'être en vacances. Ça, c'est de l'information.

La bêtise médiatique n'est pas un épiphénomène. Elle conduit à une guerre d'anéantissement contre la culture. Il y a beaucoup de combats à mener. Mais si l'industrie médiatique gagne sa guerre contre l'esprit, tous seront perdus. (*Pierre Jourde, Le Monde diplomatique, août*).

C'est bien pour ça que, « avec un mélange saisissant de brutalité et de cynisme », comme l'écrit *Le Monde* (*édito du 27 juin*), **Tête-à-Claques fait main basse sur France Télé.** Se comportant comme si l'argent public était le sien, il a décidé que le patron de France Télévision serait, à l'avenir, nommé par le pouvoir exécutif. Autant dire par lui-même, tant les garde-fous du CSA et d'un éventuel véto parlementaire sont illusoire.

Et par ailleurs, il regroupe sous son autorité directe des services de **police**, avec des moyens d'inquisition accrus et des fichiers (Edvige et autres...) plus qu'inquiétants pour les libertés publiques. Vous avez dit **Big Brother** ?

Malakoff. Taoufik est un jeune Marocain, en France depuis 2002. Il a 21 ans. Elève au lycée Louis Gérard, à Malakoff, il n'a pu passer en juin 2008 qu'une seule partie de ses épreuves du Baccalauréat Professionnel Mécanique Automobile. Il a été expulsé le 26 août 2008, alors qu'il n'a plus d'attaches au Maroc. Ses professeurs, sa famille, ses amis, souhaitent que Taoufik obtienne un visa de scolarité afin de terminer ses études et d'obtenir son diplôme en juin 2009.

Un **rassemblement** est organisé le **1^{er} octobre à 14 H 30** au ministère des Affaires Etrangères (métro Invalides), pour obtenir de M. Kouchner qu'il soutienne cette demande.

Signez la pétition : www.taoufik-doit-revenir.com

Montrouge. ATTAC92 a le plaisir de vous inviter à une réunion publique, gratuite et conviviale, le jeudi 2 octobre à 20h30, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème « **Ecologie et social dans les luttes altermondialistes** ».

Conférence-débat, avec **Dominique Plihon**, Président du Conseil Scientifique d'Attac.

En France, le gouvernement s'en prend à toutes les conquêtes sociales depuis la Libération.

Le monde est confronté à une crise écologique sans précédent.

Comment réagir ? Comment assurer la cohérence entre les luttes nécessaires pour une autre « gouvernance » mondiale, les combats pour une autre Europe, et nos actions au quotidien, aux niveaux national et local ?

Courrier des lecteurs

JCM. (*commentaires JPA en italiques*) Je ne suis absolument pas d'accord avec cette interprétation positive du "non" irlandais !!!

On fait un référendum, on obtient une réponse (désastreuse *bof ! est-ce que ça va aggraver quoi que ce soit ?* en l'occurrence) et on s'exclame : miracle le peuple s'exprime, c'est une grande victoire de la démocratie ! (comme si un "oui" n'eut pas été tout autant une expression populaire. *Si, mais il se trouve que, là, c'est un non ! Et qu'en France, on n'a pas voulu consulter le pays par référendum -parce qu'on savait que la réponse serait encore non ! Ce vote montre le gouffre qui sépare les politiciens et les élites d'Europe des opinions des peuples.* Cela revient à considérer que la parole de ceux qui pensent comme soi est une vraie parole alors que celle de ceux qui pensent autrement n'a aucune valeur, qu'elle ne vient pas du cœur ni du cerveau, que ce n'est que le réflexe pavlovien d'une masse d'abrutis travaillés par la propagande ultralibérale). Un "oui" eut été tout autant une grande victoire démocratique. La défaite de la démocratie c'est quand on ne demande pas l'avis du peuple sur une question aussi importante (en France, entre autres).

Une fois de plus on renforce l'idée que le dumping social est une initiative de Bruxelles, alors que le phénomène est mondial et que les positions de la Commission n'en sont qu'un symptôme et non la cause. *Elle pourrait au moins s'y opposer, sinon, à quoi sert l'Europe ?* . Les gouvernements français successifs, de gauche comme de droite, ont trouvé là un bouc émissaire bien commode pour masquer leur hypocrisie, manque de courage, incompétence, etc... Il suffit pourtant de lire la litanie de "mauvaises nouvelles" du mois pour constater que ce sont des initiatives locales *Ce n'est pas parce que Tête-à-Claques nous fait revenir à Pétain, ou au XIXème siècle que cela dédouane la façon dont l'Europe se construit -uniquement un grand marché... (mis à part, pour être honnête, la partie "environnement", bien utile).* Par exemple le "paquet fiscal" n'est pas bruxellois, ce qui l'est c'est l'injonction de réduire le déficit (qui est effectivement un dogme non keynésien discutable), on explique donc fort habilement qu'il faut réduire les dépenses sociales, non pour compenser le cadeau fait aux plus fortunés, mais pour suivre les recommandations de Bruxelles. A moi le fric, à l'Europe la honte.

Or il est complètement dingue d'espérer retourner la tendance en déclarant le village d'Astérix en sécession. La seule chance des peuples européens de résister à la tourmente économique et écologique dans laquelle le monde est plongé et qui va s'aggraver est de renforcer l'Europe. Avant d'être sociale, il faut qu'elle existe. L'affaiblir c'est se tirer une balle dans le pied. Affaiblir l'Europe n'est pas lutter contre le capitalisme car celui-ci n'est pas européen (il l'est de moins en moins) mais mondial. Les partisans du "non" sont comme des mutins qui mettent le feu à la cambuse pendant une tempête.

L'Europe ne s'oppose pas à la mondialisation aussi nettement que tu le souhaites car 1) malheureusement les milieux d'affaires font un lobbying plus efficace que les peuples 2) toute l'Europe n'est pas antilibérale, puisque tout vire à droite, même si elle était parfaitement démocratique elle ne pourrait au mieux qu'être centre gauche (position moyenne des peuples) et au pire centre droit (position moyenne des élus). Ceci dit, si l'Europe est faible il n'y a plus rien face à Bush. Ce n'est pas parce qu'elle n'est pas 100% conforme à nos vœux qu'il faut l'enfoncer. Le réalisme serait de marquer des points, même modestes, au lieu de tout perdre.

Quant à trouver des "coopérations renforcées avec ceux qui veulent" l'Europe sociale, cela ne me semble pas réaliste. Il ne suffit pas de trouver des copains, il faut trouver un levier pour agir.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.